

Thème 4

Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990, entre coopérations et conflits

Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux

Synthèse de cours

I. Le monde depuis 1991 : nouvel ordre ou nouveau désordre international ?

Un « nouvel ordre mondial », expression utilisée devant le Congrès par George H. W. Bush en 1991, revêt plusieurs dimensions. D'abord, elle évoque le passage d'un monde bipolaire à un monde unipolaire. Ensuite, elle met en avant l'idée d'une gouvernance mondiale à travers l'action des États et des organisations internationales, notamment celle de l'ONU. Enfin, elle remet à l'honneur la notion de « destinée manifeste » du XIX^e siècle selon laquelle la nation américaine a pour mission de répandre la démocratie et la civilisation vers l'Ouest. La place supposée des États-Unis est donc essentielle. Ils deviennent le modèle de référence qui doit permettre à la démocratie et aux droits de l'homme de s'étendre dans le monde.

Le 2 août 1990, l'invasion et l'annexion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein incitent le gouvernement américain à intervenir pour donner un coup d'arrêt aux ambitions irakiennes menaçant les monarchies pétrolières du Golfe, leurs alliées, et pour établir un équilibre à leur avantage dans cette région du monde. Dès le 2 août, le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte une résolution condamnant l'invasion du Koweït et exigeant le « retrait immédiat et inconditionnel » des forces irakiennes au nom du respect du droit international. Le 17 janvier 1991, les troupes de la coalition passent à l'offensive avec l'opération « Tempête du désert ». L'URSS qui approvisionnait l'Irak en armes n'est

plus en mesure de soutenir Saddam Hussein. Dès le 28 février 1991, le Koweït est libéré.

À la faveur des réformes tentées en Union soviétique par Mikhaïl Gorbatchev et par sa politique d'ouverture vers l'Occident. Le maintien de régimes communistes réformés s'avère impossible. Partout l'emporte la volonté de démocratie politique et de liberté économique. De 1989 à 1991, les régimes communistes s'effondrent et les nationalités se libèrent dans les pays satellites de l'URSS.

À tour de rôle, les Républiques socialistes soviétiques proclament leur souveraineté pendant l'été 1991. En décembre 1991, certaines de ces Républiques devenues indépendantes entre-temps, redéfinissent leurs liens respectifs à travers la création de la Communauté des États indépendants (CEI).

La disparition de l'URSS, réveille les passions nationalistes jusqu'alors contenues ou refoulées. En novembre 1991, la république Tchétchène se proclame souveraine. Des désaccords internes en Tchétchénie dégénèrent en guerre civile et donnent l'occasion à la Russie d'intervenir dans une région hautement stratégique pour elle. Deux guerres ont lieu (1994-1996 ; 1999-2000) sans mettre fin à la résistance tchétchène.

La Yougoslavie ne survit pas à l'effondrement du communisme. La multiplicité des ethnies entraîne un éclatement qui s'effectue dans la violence. Quand la Slovénie et la Croatie en 1991 proclament leur indépendance, le gouvernement fédéral intervient sous couvert de défendre les Serbes vivant dans ces États. Les forces serbes de Slobodan Milosevic entreprennent la « purification ethnique » des régions qu'ils occupent. L'action de l'Europe est relayée par l'ONU, puis par l'OTAN. Cela souligne à la fois la volonté de ces organisations à imposer la paix mais aussi leur impuissance. Les Américains imposent la paix avec les accords de Dayton en 1995. Mais le conflit reprend à propos du Kosovo entre 1997 et 1999.

L'Afrique est une autre région du globe où les conflits se multiplient et devant lesquels les organisations internationales sont parfois dépourvues. Ce continent connaît une situation économique et sanitaire alarmante qui est renforcée par une instabilité politique permanente. Trois grandes régions sont particulièrement touchées. Dans la région des Grands lacs, le génocide rwandais de 1994 a montré la faillite de l'ONU. Plus de 800 000 Tutsis ont été massacrés par des Hutus fanatisés et environ deux millions de Rwandais se sont réfugiés dans les pays limitrophes. En 1997, le Zaïre, dirigé par le dictateur Mobutu est envahi par une alliance entre plusieurs États voisins qui, ensuite, se divisent pour s'emparer des richesses minières de l'est du pays (le Zaïre prend ensuite le nom de République Démocratique du Congo). La Corne de l'Afrique (Éthiopie, Érythrée, Somalie, Soudan) est marquée par des famines

et des guerres civiles. Enfin, en Afrique de l'ouest, la Côte d'Ivoire, le Liberia, la Sierra Leone et le Nigeria sont aussi le théâtre de conflits.

Enfin, il faut souligner l'émergence d'un islamisme radical, très minoritaire dans le monde musulman, mais dont les conséquences touchent presque tous les continents. L'islamisme passe du fondamentalisme au néo-fondamentalisme et au terrorisme. Il se développe dans un contexte de désordre (faillite de l'idéologie communiste, critique du modèle capitaliste, crise économique et sociale). Mais il est aussi, lui-même, porteur de désordre, car il utilise la violence et la terreur.

II. Un monde multipolaire, mais dominé par les États-Unis

Les États-Unis restent la seule superpuissance qui domine le monde par sa supériorité économique et militaire. Mais ils subissent des agressions contre leur présence quasi-impensables durant les années de guerre froide. Le 11 septembre 2001, la puissance américaine est attaquée pour la première fois sur son territoire. Les attentats sont le symbole d'un monde marqué par le désordre et la violence. Sous le mandat de G. W. Bush, le gouvernement ne considère plus l'ONU comme un instrument utile à la préservation de la sécurité et des intérêts américains. Même si en octobre 2001, les États-Unis arrivent à créer une coalition internationale pour renverser en Afghanistan le régime des talibans qui abritait Oussama Ben Laden, l'offensive américaine contre l'Irak, en mars 2003, témoigne d'un mépris du droit international. Le nouveau président Obama prône le multilatéralisme et la démocratie voulue, il espère participer à la remise en ordre du monde.

L'Union européenne en adoptant le traité de Maastricht en 1992 se donne les moyens de peser plus sur l'équilibre international (monnaie unique, objectifs de mettre en place une défense et politique étrangère commune...) mais restent des problèmes de moyens affectés par les puissances RU et France, et le déni de l'Allemagne abritée derrière un rejet de toute intervention directe.

Le Japon cherche à renforcer son rôle sur la scène internationale notamment en demandant à devenir membre permanent du Conseil de sécurité. Depuis 1992, il est autorisé à faire participer son armée aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Mais il souhaite se détacher de la protection militaire américaine, et demande le réarmement du pays pour poursuivre les missions de paix et pour être en mesure de se protéger de ses voisins quelque peu imprévisibles (essais nucléaires en Corée du Nord, montée militariste de la Chine). Il cherche ainsi à contribuer à l'équilibre des forces dans la région.

La Russie a gardé en héritage les principaux attributs qui ont fait la puissance soviétique, mais elle reste un État fragile en recomposition. Sa situation intérieure rend difficile une politique extérieure indépendante et une réelle présence internationale. Si après les attentats du 11 septembre, Vladimir Poutine s'est présenté comme un allié des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme international qu'il assimilait à la question tchétchène, il condamne l'intervention américaine en Irak en 2003 au nom du principe de l'inviolabilité des frontières.

Aujourd'hui les États-Unis et la Russie conscients des avantages qu'ils pourraient tirer d'une meilleure entente tentent de réparer leurs relations mais la crise Ukrainienne depuis 2013 empoisonne relations et l'annexion de la Crimée par Russie

L'émergence de la puissance chinoise est une donnée géopolitique majeure. Elle dispose de nombreux atouts (membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, deuxième économie du monde, un des trois pays capables d'envoyer des hommes dans l'espace). La Chine est, de plus, engagée dans un effort de modernisation de ses armées visant à répondre à une menace américaine. Les points de friction sont nombreux avec l'Occident (application des grands principes démocratiques, prolifération de l'armement nucléaire, respect des droits de la propriété intellectuelle et industrielle, non-ratification de Kyoto malgré place de 1^e pollueur mondial).

La mondialisation dont les États-Unis sont le principal bénéficiaire est un phénomène complexe face à la permanence des États, malgré la fragilisation de ceux-ci. Elle voit s'impliquer des acteurs de plus en plus nombreux qui interagissent. Les processus de décisions se compliquent et sont ralentis. Les organisations internationales, les firmes multinationales, les regroupements régionaux imposent leurs normes et leur ordre. Les États nations gardent un rôle essentiel dans le processus de la mondialisation mais ils semblent perdre une partie de leur souveraineté. Les ONG et les altermondialistes prônent un autre ordre mondial et luttent en priorité contre la mondialisation libérale. De plus, l'accélération de la mondialisation provoque, paradoxalement, la multiplication des particularismes. Plus que le réveil des nationalités, c'est la multiplication du recours aux emblèmes, aux identités et aux particularismes qui se développe en réaction à l'ordre économique mondial. La crise des *subprimes* en 2008 entraîne le monde dans une crise financière sans précédent depuis 1929. Seuls la solidité des institutions financières (BRI, FMI, BIRD...), la confiance dans le dollar, le poids de la Chine et la montée de l'euro/UE permettent de limiter les effets destructeurs malgré un désordre accru par la spéculation et l'arrivée de nouveaux fonds souverains (Golfe, États rentiers) à la recherche de revenus rapides.

Les conflits non résolus entre le Maroc et l'Algérie à propos du Sahara occidental, au Proche-Orient, ou encore entre l'Inde et le Pakistan à propos du

Cachemire participent à la déstabilisation mondiale. Depuis la fin de la guerre froide, les deux grands cherchent à réduire leur arsenal nucléaire. Aux cinq États qui possèdent officiellement l'arme nucléaire (États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Chine), s'ajoutent désormais des États qui possèdent l'arme nucléaire plus ou moins officiellement (Inde, Pakistan, Israël, RSA) et des États sur lesquels pèsent de fortes présomptions de détention (Iran, Corée du Nord). Le président Obama s'est donné pour objectif de limiter la prolifération des armes nucléaires. La dissémination des armes chimiques et biologiques pose aussi problème. C'est une technologie beaucoup moins sophistiquée que le nucléaire mais ce sont des armes de destruction massive détenues par les pays pauvres (Iran, Libye). Enfin, le marché des armes conventionnelles continue à bien se porter avec la multiplication des conflits.

À partir de 1990, de nombreux sommets internationaux traitent du thème de l'environnement : les sommets du G7 en 1990, la conférence de Rio de Janeiro sur l'environnement et le développement en 1992, la conférence de Kyoto et plus récemment les conférences de Johannesburg en 2002 et de Copenhague en 2009 ou encore la COP21 organisée à Paris.

Les migrations internationales sont devenues un enjeu clé depuis le début des années 1990. Elles se sont accentuées dans les années 2000 avec les crises alimentaires, les catastrophes climatiques, les guerres, l'instabilité sous-régionale ainsi que les difficultés sociales et économiques des populations des pays du Sud principalement celles d'Afrique subsaharienne. Cela se traduit entre autres par le développement et la diversification des formes de mobilités transfrontalières (flux de réfugiés, migrations irrégulières vers les pays du Nord, migration de travail...). Les enjeux contemporains concernent autant les stocks et les flux migratoires proprement dits, que les effets de la mobilité, la reproduction des sociétés d'origine et des communautés immigrées, leur implantation, leur mode d'intégration. La gestion socio-politique des migrants devient aussi importante que leur gestion économique, et la rentabilité conjoncturelle des flux de migration clandestine (flexibilité de la main-d'œuvre et ajustement de l'offre et de la demande de travail par le bas) a désormais un prix politique et sociétal, tant pour les sociétés de départ que pour celles d'accueil.

III. État du Monde au début du XXI^e siècle

Si le début du XX^e siècle s'ouvre dans un contexte d'horreur mondial, le début du XXI^e siècle se révèle aussi peu optimiste. Les attentats sans précédents du 11 septembre 2001 et les conflits liés (Afghanistan, Irak) ouvrent une nouvelle page de l'histoire géopolitique mondiale et des relations internationales. La menace islamo-terroriste s'est propagée de manière considérable ces dernières

années : le groupe Al-Qaida et son chef Oussama Ben Laden, auteur des attentats du 11 septembre ont baissé d'influence au profit de Daech, ou État islamique qui a étendu sa zone d'influence en Afghanistan, en Irak ou en Syrie et a provoqué de nombreux attentats aux quatre coins du monde en cette décennie des années 2010.

Par ailleurs, l'instabilité politique et militaire se maintient dans de nombreuses parties du monde : une large partie du continent africain est encore soumise aux soubresauts de coups d'état ou d'établissement de dictatures ; le Proche et Moyen Orient n'a toujours pas résolu ses conflits précédents ; les tensions dans certaines zones d'Asie Pacifique (Chine, Japon, Corée du Nord) ravivent les inquiétudes quant à l'utilisation des armes nucléaires ; certains États d'Amérique latine sont en proie à des inquiétudes d'ordre financière et économique qui se propagent au bon fonctionnement de l'économie (Venezuela,...). La force d'intervention de l'ONU, « outil inventé » après la deuxième guerre mondiale pour assurer la paix dans le monde se révèle toujours aussi nécessaire.

Le continent européen semble, lui, être enfin durablement entré dans un âge d'équilibre. À l'exception notable du conflit yougoslave du début des années 1990, et des tensions entre l'Ukraine et la Russie plus récemment, les extrémités que le continent européen a impulsé et a vécu semblent définitivement être rangées dans le passé. Le projet européen et la construction de l'UE n'y sont peut-être pas complètement étrangers.

D'autres contestations se font entendre aujourd'hui au sujet de la mondialisation. Si elle pouvait être perçue au xx^e siècle comme source de profits et d'agrément, elle est davantage remise en question en ce début de XXI^e siècle. La question des inégalités à l'échelle internationale et à l'intérieur des États, les revendications altermondialistes, les débats autour des sujets environnementaux et du développement durable reçoivent un large écho.

En un siècle, le monde a changé. La démocratie, quoique parfois contestée, apparaît comme le modèle politique le plus largement partagé. Les progrès scientifiques, techniques ont transformé les sociétés, sans mettre de côté les critiques largement justifiées. Le niveau de vie des populations s'est accru significativement par la mondialisation mais en aggravant les inégalités entre riches et pauvres.

Fiche méthode

Méthode

Préparer l'introduction d'une dissertation

L'introduction est un élément primordial qui oriente d'emblée votre devoir, et qui doit pour cette raison être particulièrement soigné. La première phrase consiste à « accrocher » le lecteur par exemple en proposant une citation. Ensuite, il faut définir les termes du sujet pour montrer les enjeux du sujet. Le cas échéant, il vous faut préciser les cadres chronologique et spatial du devoir. Vient ensuite l'étape de la formulation de votre problématique. L'exposition du plan, dans ses grandes parties, clôt l'introduction, qui doit comporter une quinzaine de lignes.

Méthode appliquée

Sujet

↳ Préparer l'introduction du sujet « *Les États-Unis dans les relations internationales depuis 1989.* »

Il s'agit ici d'un sujet assez classique amenant un découpage chronologique. La césure du 11 septembre 2001 apparaît presque évidente. Attention, ici, néanmoins à l'expression « relations internationales ». Il s'agit de l'étude des rapports, pacifiques ou belliqueux, entre les nations. En matière de relations internationales, on a tendance à utiliser à tort et à travers le terme « diplomatie ». En réalité, il ne s'agit que des négociations qui précèdent le recours à la force armée.